Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN ROUMANIE

Revue des médias roumains du 6 mars 2017

n° 19329

« Une marche pour les institutions indépendantes » à Bucarest.
Le Président reporte, selon la presse, la tenue du référendum anticorruption.
52% des Roumains font confiance à l'UE.

Manifestations. Environ 6 000 personnes ont manifesté hier soir à Bucarest, dans le cadre d'une « Marche pour les institutions indépendantes », sur le trajet Gouvernement – Parlement – ministère de la Justice – Direction nationale anticorruption (DNA). Il s'agit du 5ème dimanche consécutif des manifestations, après la tentative du gouvernement d'assouplir la législation anticorruption à travers une ordonnance d'urgence adoptée dans la nuit du 31 janvier. En scandant « *L'abrogation n'efface pas la trahison* », « *Nous ne voulons pas devenir une nation de voleurs* », les protestataires ont exprimé leur soutien à la DNA et ont appelé à la dépolitisation des institutions publiques, notamment de la Cour constitutionnelle roumaine (CCR) (*Agerpres*, *PRO TV*). Des manifestations similaires ont eu lieu à Cluj, Brașov, Galați et Oradea, cumulant quelques centaines de participants (*Agerpres*).

Avenir de l'Europe. Pour l'analyste Iulian Chifu, conseiller de l'ancien Président Traian Basescu, les scénarios proposés par le président de la Commission européenne dans le *Livre blanc sur l'avenir de l'Europe* témoignent d'un « manque de réalisme ». Dans son éditorial à *Evenimentul Zilei,* l'analyste estime que Jean-Claude Juncker essaie de « limiter les dégâts », dans l'incapacité de trouver un projet réel pour revitaliser le projet européen. En qualifiant le livre de plaidoyer en faveur d'une Europe à deux vitesses (scénario trois), Iulian Chifu avertit que ce projet risque de semer le chaos au sein de l'Union européenne et de l'exposer au risque d'implosion. L'analyste estime également que le véritable problème de l'Europe sont les nationalismes, les populismes et l'euroscepticisme, et non pas la sortie de la Grande-Bretagne.

Selon Iulian Chifu, les scénarios proposés par Jean-Claude Juncker sont fondés sur la présomption erronée que les Etats-membres ne souhaitent en aucun cas renoncer aux avantages du marché unique. En outre, l'existence même d'une « île européenne » séparée des autres Etats-membres contrevient aux principes et valeurs européennes, fondées sur la solidarité.

La presse rappelle que les partis de la coalition gouvernementale, PSD et ALDE, ont appelé la semaine dernière le Président Klaus Iohannis à organiser des consultations afin de convenir d'une position roumaine contre l'Europe à plusieurs vitesses. Călin Popescu Tăriceanu, président du Sénat, a également estimé que le Président devait consulter les membres du Parlement sur la position de la Roumanie dans le cadre de futures négociations du Brexit (*România Liberă*).

52% des Roumains font confiance à l'UE. Les médias roumains relayent les résultats du dernier *Eurobaromètre*, selon lesquelles 52% des citoyens roumains font confiance à l'UE, niveau qui est supérieur à la moyenne européenne (36%). La presse observe cependant une tendance à la baisse, dans la mesure où le taux de confiance était de 65% au moment de l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne en 2007. 55% des Roumains sont favorables à l'union économique et monétaire et 77% à la libre circulation des personnes. « *Le fait que les Roumains sont toujours optimistes au sujet de l'avenir de l'Europe nous donne l'espoir qu'ils participeront activement au débat lancé le 1er mars par le président Juncker* », a affirmé Angela Cristea, chef de la représentation de la Commission européenne en Roumanie (*Adevărul*). Par ailleurs, l'Eurobaromètre relève qu'environ un tiers des

Roumains (32%) s'inquiètent au sujet de la situation économique, du système de santé et de la sécurité sociale (*Ziare.com*).

Report du référendum contre la corruption. Selon la presse, le Président Klaus Iohannis convoquera le référendum sur la lutte anticorruption uniquement dans le cas où le Parti social-démocrate (PSD) essayerait de nouveau de modifier la législation pénale, en mettant en danger l'Etat de droit et la lutte contre la corruption. Selon *Adevărul*, le chef de l'Etat roumain aurait pris en compte le fait que le « *danger* » de l'assouplissement de la législation pénale était pour le moment écarté après l'abrogation de l'ordonnance gouvernementale décriée.

Prochaines élections au sein du Parti national libéral. Le conseil national de coordination du Parti national-libéral (PNL) a décidé samedi la convocation pour le 17 juin prochain du congrès du parti, auquel participeraient 5 000 délégués, dans le but d'élire une nouvelle direction du parti. *România libera* informe que plusieurs candidats sont officiellement en lice, parmi lesquels Ludovic Orban, ancien député accusé de corruption, «très populaire parmi les membres du PNL», mais « tenu à l'écart par les présidents des filiales du parti », et Cătălin Predoiu, représentant de l'ancien parti démocrate-libéral (PDL. Parmi les potentiels candidats, le quotidien recense Raluca Turcan, présidente du parti par intérim, Cristian Buşoi, secrétaire général intérimaire du PNL ou encore Ilie Bolojan, maire de la ville d'Oradea.

Rémunération des fonctionnaires. La ministre du Travail, Lia Olguţa Vasilescu, a déclaré samedi que son ministère allait lancer dès lundi des discussions avec les syndicats du secteur hospitalier et de la sécurité publique au sujet du projet de loi sur la grille unique des salaires dans la fonction publique. La ministre a affirmé que les revenus inférieurs à 4 000 lei (880 euros) devraient doubler, alors qu'une augmentation de 45% serait appliquée aux revenus supérieurs à 4 000 lei. Une augmentation moins importante serait appliquée aux salaires dépassant 7 000 lei (1 555 euros) (*Evenimentul zilei*). La presse fait part des avertissements des économistes, selon lesquels de telles déclarations ne sont pas soutenables du point de vue économique et « purement politiques » (*Adevarul)*.

Emigration des médecins. Plus de 14 000 médecins et 28 000 infirmières ont quitté la Roumanie entre 2009 et 2015, a déclaré Viorel Hușanu, président du syndicat SANITAS Bucarest, dans une interview pour *Agerpres*. Cependant, l'exode des médecins semble avoir légèrement diminué depuis deux ans. La principale motivation du départ des médecins est, selon Viorel Hușanu, la politisation excessive du secteur médical et son financement insuffisant.

La France en Roumanie et la Roumanie en France

- « *Roumanie : le peuple entre en résistance contre la corruption* », depuis un mois, les Roumains descendent dans la rue pour dénoncer la corruption qui gangrène leur pays et demander la démission de leur gouvernement. Jamais de telles manifestations n'avaient eu lieu depuis la chute du communisme en 1989. Reportage de Valérie Crova (*France Culture*).

- « La Roumanie première étape européenne contre la corruption ? », depuis plusieurs semaines les Roumains battent le pavé contre la corruption. Des manifestations qui inspirent puisque partout en Europe le bruit des casseroles se fait entendre (*France Inter*).

- Les médias surveillent de manière factuelle les évolutions en France dans la perspective de l'élection présidentielle. *PRO TV* annonce que François Fillon exclut toujours son retrait de la course électorale, alors que *DIGI 24* remarque que, selon un sondage publié hier, 71% des Français estiment que le candidat de la droite et du centre devrait se retirer.

Retrouvez l'ensemble de nos revues de presse sur le site Internet de l'Ambassade de France en Roumanie.

Cette revue de presse, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, se limite à présenter des éléments

publiés dans les médias roumains. Elle ne reflète en aucun cas la position de l'ambassade ou du gouvernement français.

© Tous droits de diffusion et de reproduction de cette revue de presse sont réservés à l'Ambassade de France en Roumanie